
« Moi, président... » ou la mise en scène du clivage sociopolitique béninois

Nanourougo Coulibaly



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communication/10850>

DOI : 10.4000/communication.10850

ISBN : 978-2-921383-90-5

ISSN : 1920-7344

Éditeur

Université Laval

Référence électronique

Nanourougo Coulibaly, « « Moi, président... » ou la mise en scène du clivage sociopolitique béninois », *Communication* [En ligne], Vol. 36/2 | 2019, mis en ligne le 15 juillet 2019, consulté le 22 juillet 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/communication/10850> ; DOI : 10.4000/communication.10850

Ce document a été généré automatiquement le 22 juillet 2019.



Les contenus de la revue *Communication* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

« Moi, président... » ou la mise en scène du clivage sociopolitique béninois

Nanourougo Coulibaly

- ¹ Si le débat politique reste un objet d'analyse intéressant en soi, sa reprise dans les médias, à travers différents dispositifs et leur attrait sur le public, est également digne d'intérêt. Cet intérêt est d'autant plus grand que la pratique est nouvelle et innovante, comme ce fut le cas des différents débats d'entre deux tours des élections présidentielles dans les jeunes démocraties en Afrique, au sud du Sahara. Pour mémoire, la Côte d'Ivoire est le premier pays à s'être inscrit dans cette dynamique, en 2010. Il sera suivi par le Bénin en 2016. Autrefois appelé Dahomey, le Bénin est une ancienne colonie française qui accède à l'indépendance en 1960. Il s'en est suivi une période d'instabilité politique, avec l'irruption de l'armée dans le jeu politique. Ainsi, 11 personnalités, dont 8 militaires, se succèdent à la tête du pays jusqu'en 1990, année marquée par la Conférence nationale (Eboussi-Boulaga, 1993). Les années 1990 ont marqué la percée du multipartisme en Afrique noire francophone. Le Bénin, pays de cet espace, n'a pas manqué ce rendez-vous avec l'histoire. L'effervescence politique a provoqué plusieurs changements dans les sociétés africaines. Outre l'instauration du multipartisme, elle a favorisé une libéralisation de l'espace public et du champ médiatique. À la suite de cet événement qui revêt les allures de la palabre africaine, le débat public, sur les questions d'intérêt général, s'est instauré sous la forme de l'expression plurielle des opinions. Ainsi s'est forgée une opinion publique avec laquelle il faut désormais compter. Ce qui explique que les obédiences politiques en place facilitent la création de médias qui fonctionnent comme des caisses de résonance pour la conquête de l'opinion publique. Dans la foulée, le 24 mars 1991, se tient la première élection démocratique qui voit l'accession d'un opposant au pouvoir (Etekou, 2013). Depuis ce temps, le pays est politiquement apaisé. Les alternances¹ ont lieu sans accroc et la dernière en date s'est déroulée en 2016 avec, pour particularité, un débat d'entre deux tours opposant les finalistes.

- 2 L'élection de 2016 comporte un enjeu capital. Le président sortant, Yayi Boni (YB), n'est plus autorisé par la Constitution à faire acte de candidature. Il a accordé son soutien à son premier ministre Lionel Zinsou (LZ) autour duquel, par ailleurs, s'est constitué un regroupement de partis plus ou moins importants du paysage politique béninois. Ce regroupement doit défendre le bilan du gouvernement sortant, ce qui lui impose une posture de continuité. Parmi les candidats figure Patrice Talon (PT)², homme d'affaires et ancien soutien de YB. Il est tombé en disgrâce quelque temps après avoir marqué sa volonté de briguer la présidence. Accusé d'avoir tenté d'empoisonner le président, il s'est exilé en France avant de se réconcilier, par la suite, avec YB. Une opinion répandue laisse entendre qu'il se serait farouchement opposé à la volonté de YB de briguer un troisième mandat. Sont également en lice Pascal Irénée Koupaki (PIK), Sébastien Germain Ajavon³ (SGA) et Abdoulaye Bio Tchane⁴ (ABT). Ces candidats s'inscrivent dans une posture de rupture avec le système du président sortant et adoptent par conséquent une rhétorique du changement.
- 3 La présente réflexion porte à la fois sur le dispositif du débat électoral béninois de 2016 et sur les discours générés dans le cadre de ce dispositif. Il s'agit de voir comment fonctionne le dispositif mis en place par la HAAC et comment ce fonctionnement participe d'une médiatisation conflictuelle des acteurs politiques. Il s'agit aussi de voir les manifestations discursives de cette conflictualité et le rôle qu'y joue la polémique. Étant entendu que cette forme du débat politique médiatisé est en prise sur la société béninoise, dans son ensemble, l'étude mettra en évidence les lignes de démarcation entre les prétendants à la magistrature, à partir des postures adoptées, et les imaginaires auxquels les discours produits sont indexés. Cela dit, dans le contexte béninois, quelles sont les visées de cette situation politique ? La première partie de cette recherche sera centrée sur la scénographie du dispositif qui participe de la spectacularisation d'un échange argumentatif virant facilement à la polémique. Le travail portera ensuite sur les clivages politiques en cours dans la société béninoise. Il s'achèvera par une réflexion sur les enjeux d'un tel dispositif dans le contexte d'une démocratie émergente en matière de progrès par l'imitation et de promotion de la démocratie délibérative pour une meilleure participation citoyenne.

Cadre discursif, notions et concepts d'analyse

- 4 Pour atteindre ses objectifs et tenant compte de la spécificité du corpus, notre étude, qui s'inscrit dans la lignée des travaux en analyse du discours, s'oriente prioritairement dans deux directions inspirées des travaux de Dominique Maingueneau (2012), de Patrick Charaudeau (2017) de Ruth Amossy (2010 et 2014) et de Christian Plantin (2016). Maingueneau part du cadre scénique qui est « l'espace stable à l'intérieur duquel l'énoncé prend sens, celui du type et du genre de discours » (*op. cit.* : 62), pour en arriver à la scénographie, c'est-à-dire « ce dont vient le discours et ce qu'engendre ce discours ». C'est dans ses réflexions sur la scène d'énonciation qu'il propose la notion de scénographie en rapport avec la scène englobante et la scène générique. Celles-ci ramènent globalement au type et au genre d'un discours donné. La scénographie correspond à la mise en scène choisie, au jeu mis en avant dans la production ou la transmission d'un message. Pour illustrer cela, Maingueneau utilise la « Lettre à tous les Français » de François Mitterrand en campagne présidentielle en 1988. Cette lettre relève du discours politique (scène englobante). Elle relève également du discours de

présentation de programme électoral (scène générique). Enfin, c'est une correspondance privée (scénographie). En un mot, le candidat utilise une scénographie épistolaire pour diffuser son message politique. Si le cadre scénique s'impose à un locuteur, la scénographie, elle, lui offre une marge de manœuvre dans la production de son message. Ainsi l'initiateur du dispositif « moi, Président... » a-t-il opté pour une confrontation des offres politiques en face à face et à travers une interview journalistique. La dimension de la confrontation nécessite la convocation des travaux de Charaudeau sur la controverse prise comme un genre fondé sur un contrat de communication déterminé surtout par des éléments comme la scène, la thématique, le positionnement des protagonistes et l'enjeu de la situation. Charaudeau considère la controverse comme « [u]ne méta-catégorie, qui en son fondement est une confrontation publique entre deux positions explicatives sur un même questionnement, et dont la valeur de vérité est défendue par les tenants de chacune d'elles dans l'espoir d'emporter l'accord ou l'adhésion du plus grand nombre » (*op. cit.* : 53). Il ne manque pas de mettre la controverse en relation avec la polémique, qui « relève d'une stratégie qui peut traverser différents genres et qui, s'immisçant dans une controverse, la bloque par attaque des positions et rejet des propos adverses, le tout en absence d'argumentation » (*ibid.* : 85). Il y a, dans ce propos, une différence de perspective entre Charaudeau et Amossy. Pour l'un, la polémique bloque l'argumentation. Pour l'autre, elle est une modalité argumentative parmi d'autres (Amossy, 2014 : 70). Cependant, dans la suite de ses réflexions, Charaudeau admet la polémique comme une stratégie de discours (*op. cit.* : 81), il rejoint pour ainsi dire Amossy, et c'est cette approche qui prévaudra ici. La mise en corrélation de la scénographie de Maingueneau et la théorie de la controverse de Charaudeau permettront de qualifier le dispositif du débat d'entre deux tours mis en place par la HAAC. Par ailleurs, et pour ce qui concerne les théories de l'argumentation, il existe un vaste corpus de définitions au sein duquel l'approche dialogale de Plantin (*op. cit.* : 76) semble pertinente au regard de la spécificité du corpus qui relève d'un échange de paroles à partir de questions posées par le journaliste. Cette approche considère que

- L'argumentation est l'ensemble des activités verbales et sémiotiques produites dans une situation argumentative. Une situation argumentative est une situation discursive organisée par une question argumentative ;
- Une question argumentative est une question à laquelle des locuteurs (les argumentateurs) donnent des réponses contradictoires (sensées, raisonnables, mais incompatibles), organisées dans un discours et un contre-discours ;
- Ces réponses expriment les conclusions (les points de vue) des argumentateurs sur la question.

- 5 Il convient de retenir que l'argumentation se déploie dans une situation argumentative. Celle-ci est soutenue par une question argumentative à laquelle doivent répondre des locuteurs ayant des perspectives ou des points de vue différents, voire contradictoires. Le phénomène argumentatif nécessite donc une clef de voûte, qui est la question argumentative. Cela ne manque pas de rappeler la théorie de la stase héritée d'Hermogène et reprise par les travaux de Plantin (*op. cit.* : 548). Cette théorie rend compte du rôle essentiel de la question dans le déclenchement d'une situation argumentative. Pour Plantin (*ibid.* : 492), cette mise en question ou problématisation d'un thème discursif est une condition nécessaire au développement d'une argumentation. Ce propos découvre les trois constantes (question, thème, approches contradictoires) de la situation argumentative. Dès lors, le corpus de travail offre un cadre de mise en route de

l'argumentation, vu que chaque question des journalistes crée une situation argumentative. Ainsi, dans le débat, ils répondent à la même question (unité thématique), dans une dynamique de confrontation (divergence de points de vue).

Scénographie du dispositif béninois

Une controverse publicisée ?

- 6 La Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC)⁵ dans le cadre des élections de 2016, à travers une commission ad hoc chargée de gérer la campagne, notamment dans les médias publics, a instauré une innovation médiatique avec des émissions médiatisées entre (et avec) les prétendants à la magistrature suprême. Cette commission a proposé deux formats d'émissions radiotélévisées : l'interview et le débat. Pour l'interview, chacun des prétendants est interrogé par deux journalistes dans les conditions du direct depuis les locaux de l'Office de radiodiffusion et télévision du Bénin (ORTB). Le débat d'entre deux tours est un face à face entre les deux candidats qualifiés au deuxième tour de l'élection. Ils sont interrogés par deux journalistes. Le dispositif est sous l'autorité de la HAAC. La scène prend les contours d'une arène (Badouard, Mabi et Monnoyer-Smith, 2016) publique et l'échange est destiné au citoyen béninois. La retransmission en direct (pour le débat) et l'enregistrement dans les conditions du direct suivi de la diffusion (pour les interviews) consacrent la dimension d'arène publique inhérente à la controverse. La thématique, comme c'est le cas de la controverse, est polarisée (Amossy, *op. cit.* : 59) . Chaque candidat entend mettre en avant sa singularité afin de rallier le maximum d'électeurs. Le questionnement (essentiel dans la controverse) est la dynamique du dispositif en place. Les questions abordent des thématiques qui, a priori, ne sont pas polarisées. Cependant, puisqu'il s'agit de questions de société posées à des prétendants au même poste, elles vont générer des propositions indexées à des visions différentes et au positionnement de chacun d'eux. La controverse part alors de la position de compétition entre les débatteurs qui doivent, conformément à la situation de communication, s'opposer au point de vue de l'autre ou, à tout le moins, mettre en avant les points de désaccord. Il apparaît, dès lors, que c'est le dispositif pris comme un contrat qui crée la polarisation et la controverse. Par ailleurs, les protagonistes ont le même statut. Ils sont tous candidats au même poste. Pour preuve, nonobstant leurs fonctions (premier ministre sortant pour Zinsou et dirigeant de plusieurs entreprises pour Talon), ils sont interpellés par leur nom (monsieur Zinsou ou monsieur Talon) ou encore par leur qualité de candidat (le candidat Talon ou le candidat Zinsou). Dans ce sens, l'effort des modérateurs pour accorder le même temps de parole à chaque débatteur témoigne de cet égal droit à la prise de parole. Et, comme pour la controverse, l'enjeu se situe à un triple niveau. L'institution médiatrice entend éclairer l'opinion, les candidats veulent rallier l'opinion à leurs causes respectives et, in fine, le public se fait une opinion afin de trancher et choisir.
- 7 Ces principes traversent aussi les interviews enregistrées avec chacun des candidats. L'amorce de chaque interview traite, outre de la présentation du candidat, de son projet de société. Le journaliste se mue parfois en contradicteur, et la confrontation est alors dialogique en référence au dialogisme qui, selon Jacques Bres (2017),
consiste donc en l'orientation de tout discours (quel que soit son format : tour de parole, article de presse, discours politique, article scientifique, texte littéraire,

etc.) vers d'autres discours, sous forme de dialogue interne avec ceux-ci, et ce triplement : vers des discours réalisés antérieurement par des tiers, le plus souvent sur le même objet ; vers le tour de parole antérieur de l'allocutaire dans les genres dialogaux et, tant dans le dialogal que dans le monologal ; vers la réponse de l'allocutaire qu'il sollicite et sur laquelle il anticipe ; vers lui-même, le locuteur étant son premier allocutaire.

- 8 Le discours produit par les uns est en interaction avec les autres discours du réseau discursif de l'élection en cours. Cette dimension d'interaction discursive est mise en évidence dans la séquence reprise ci-dessous :

M. Habib Soumanou. Ce qui est quand même bizarre, Sébastien Germain Ajavon, c'est que tous les candidats qui sont passés ici ont pratiquement tous parlé du Nigeria. Le Nigeria apparaît donc aujourd'hui comme la poule aux œufs d'or.

M. Sébastien Germain Ajavon. Je vais vous dire ceci. Moi, je suis le candidat de la pratique. Je suis le candidat qui ne verbiage pas, qui ne fait pas du verbiage. Je suis le candidat qui a déjà fait ses preuves. Je suis le candidat qui travaille du matin au soir avec le Nigeria. Je sais de quoi je parle. Si les gens ont entendu, pendant les 10 années, comment je plaçais le Nigeria et tout ça... Et on prie pour dire le Nigeria... Entre le savoir-faire et le parler, il y a un grand fossé. Moi, ce dont je vous parle aujourd'hui, c'est que vous devez comprendre que je sais comment aller tirer les ressources de ma proximité avec le Nigeria. Je l'ai fait tout le temps.

- 9 L'animateur revient sur le Nigeria, objet discursif repris par « tous les candidats qui sont passés ici ». Un parcours du réseau discursif relatif aux élections de 2016 au Bénin laisse entrevoir une forte référence au Nigeria, immense pays par la superficie et la population comme une occasion d'affaires pour le Bénin. Cette évocation trahit déjà une dimension dialogique au niveau de l'objet du discours « Nigeria ». Plus en avant, notamment dans la réponse citée plus haut, le candidat Ajavon, par une reprise anaphorique convoquant le verbe « être » à la première personne du singulier avec la forme affirmative « je suis » ou négative (« je ne suis pas »), dresse son portrait. Cette reprise anaphorique lui permet d'évoquer subtilement ses adversaires en jouant sur la contradiction à partir des qualités dont il se prévaut (candidat de la pratique, candidat qui a fait ses preuves, candidat qui travaille du matin au soir avec le Nigeria). De manière implicite, il pose que les candidats évoqués par le journaliste et qui ont abordé la question du Nigeria comme occasion à saisir, sont les candidats qui « verbiagent ». Le recours à la modalité élocutive (dominance de la première personne) permet au locuteur de réaliser une présentation de soi, de se construire un ethos de crédibilité (« Je sais de quoi je parle, je sais comment aller tirer les ressources de ma proximité avec le Nigeria ») qu'il essaie de dénier aux autres. Le propos tenu est ainsi orienté (comme le veut le dialogisme) vers les autres propos tenus à cette même tribune et qui ont évoqué le Nigeria.
- 10 Au regard de ces éléments, la HAAC a choisi délibérément le cadre scénique de l'échange de parole et plus spécifiquement la scénographie de la confrontation et de l'interview journalistique sous l'angle de la controverse pour diffuser le discours électoral destiné au citoyen afin qu'il se fasse une opinion et décide en conséquence. « Moi, président... » est un lieu de rencontre entre deux événements majeurs. Il s'agit d'un événement politique : l'élection du président de la République du Bénin. Cet événement (comme toute élection) est toujours concurrentiel et prompt à manifester les clivages du champ politique. C'est également un événement médiatique du fait de la transmission ou de la retransmission sur les antennes de la télévision publique nationale. C'est donc une scène politico-médiatique dominée par la confrontation entre des acteurs politiques de premier niveau mais également entre les acteurs politiques et les journalistes qui se retrouvent en

situation de médiation énonciative (Nowakowka et Bres, 2011 : 72) puisqu'ils reprennent la voix de la collectivité. La combinaison de ces deux dimensions consacre son caractère de controverse publicisée.

Un dispositif de controverse pour un discours polémique

- 11 Le projet de la HAAC est de mettre en place un cadre discursif qui permette la confrontation des idées, des opinions et des offres politiques dans le cadre de la compétition pour la présidence de la République béninoise. Cependant, l'enjeu électoral et la dimension médiatique du dispositif n'ont pas manqué d'influencer jusqu'à transformer la controverse en polémique et à en faire un spectacle. Le cadre devient ainsi un lieu non plus de confrontation, mais d'affrontement : il s'agit dès lors d'une arène. Catherine Kerbrat-Orecchioni (2017) rend compte de cet aspect lorsqu'elle écrit :

Battre leur concurrent sur le plateau de la télévision en attendant de le faire dans les urnes, tel est bien l'objectif premier des candidats lors de cet affrontement décisif... Ces interactions sont foncièrement *polémiques*, ce sont des « duels », visant à la mise à mort symbolique de l'adversaire (p. 167).

- 12 Le débat contradictoire a toutes les allures d'un combat singulier intégré dans un dispositif télévisuel qui intensifie la pression des participants. La pression ou l'escalade verbale est également entretenue par les animateurs du débat. Pour preuve, le recours au verbe « répliquer » et à sa variante « rétorquer » tant chez le journaliste que chez Talon dans la séquence suivante :

M. Lionel Zinsou. Ah non ! C'est votre syndrome de gouverneur que vous avez répété pendant des mois. Le mensonge en sa répétition ne crée pas la vérité, Patrice. Vous pouvez répéter le même mensonge et je sais qu'on en évoquera quelques-uns. Le mensonge tous les jours de porte en porte. Tous les jours. L'intoxication qui est une « béninoiserie » connue. La répétition du mensonge n'est pas une vérité. Et donc, on balaie ces histoires de syndrome de gouverneur. D'ailleurs, le suffrage universel a balayé ce genre de mensonge répété de porte en porte. En revanche, cela ne me vexe pas.

M. Georges Amlon. Monsieur Patrice Talon, est-ce que vous voulez répliquer ?

M. Ogoutchina Kounde. Vous avez décrit tout à l'heure, si on s'en tient à vos propos une situation de chaos, on peut vous rétorquer que vous y avez participé puisque vous êtes l'un des soutiens du régime finissant.

- 13 Le verbe « répliquer » se rapproche de « riposter ». Il ramène, dans une certaine mesure, au champ lexical de l'affrontement. L'invitation à « répliquer », c'est-à-dire à répondre avec vivacité, en s'opposant, se signale alors comme un ferment que le journaliste apporte à l'affrontement. De même, en ayant recours au verbe « rétorquer », l'animateur opte pour une mise en contradiction entre les propos de Talon à l'encontre du régime sortant et ses actes passés qui ont installé ce régime. Cela révèle que le dispositif et ses animateurs suscitent l'affrontement au point d'entretenir la polémique dans chacun des formats d'échange. La disposition en face à face conforte cette perception du plateau télé comme une arène. Le principe des tours de parole est une métaphore du combat des gladiateurs qui s'assènent des coups à volonté pour le grand plaisir des spectateurs. Il s'agit d'un spectacle offert au public à des heures de forte écoute. En témoignent les salves d'approbation ou de désapprobation des partisans de chaque candidat qui se regroupent pour suivre ces confrontations retransmises en direct sur la chaîne publique béninoise. De manière plus pratique, la polémique sera considérée ici comme une stratégie consistant à « [a]ttaquer directement son opposant en mettant en cause sa

légitimité, en taxant l'argument adverse de préjugé, d'idée reçue, de hors sujet, ou en ridiculisant sa personne par des répliques assassines empreintes d'ironie ou de dérision » (Charaudeau, 2017 : 81). Cela revient à prendre la polémique comme une modalité argumentative parmi d'autres (Amossy, 2014 : 70). Le discours polémique comme moyen de disqualification de l'autre est très présent dans le face à face entre LZ et PT. Ce discours se caractérise par le fait que l'un des candidats attaque, à la fois, les propos de l'autre et sa personne. L'entame du débat illustre ces deux aspects du discours polémique. Il s'agit des séquences portant sur les slogans de campagne et sur l'avenir. La thématique de l'avenir est convoquée par le journaliste Georges Amlon :

M. Georges Amlon. Alors, messieurs, vous êtes tous deux porteurs d'avenir. Et l'avenir, c'est nos enfants, nos petits-enfants. Dites-moi, si un enfant d'une dizaine d'années vous posait la question à l'un ou à l'autre, « que ferez-vous de nous » ? Qu'est-ce que vous lui répondriez, monsieur Lionel Zinsou ? « le Bénin gagnant » ?
M. Lionel Zinsou. D'abord, il faut mettre le Bénin au cœur de tout. Donc, il fallait que le Bénin soit présent dans ce slogan. Mais aussi, il faut dire que le Bénin sait gagner. Il a les hommes pour gagner. Il a les institutions pour gagner. Il a ses traditions pour gagner. Et il a sa jeunesse pour gagner ; une jeunesse que moi, je trouve extraordinaire, vraiment créative, vraiment courageuse, une jeunesse qui a des droits pour gagner. Il faut que ces droits s'approfondissent pour gagner. Gagner, cela veut dire quoi ? Cela veut dire gagner sur des fléaux comme le chômage que nous partageons, malheureusement, avec beaucoup de pays avancés et en développement... Et puis, il y a, dans un pays qui travaille beaucoup et qui a des fruits de son travail et qui donc, n'est pas un pays à terre, un pays décadent, un pays qui dégage une bonne croissance... Une petite différence parce qu'il y a quand même des différences, c'est que je ne crois pas du tout qu'une de nos institutions démocratiques soit en cause. Le travail du renouveau démocratique a été remarquable... On chercherait en vain que la presse soit muselée, contrainte. Non ! Elle est libre. Monsieur Patrice Talon est un propriétaire de presse et de journaux, de télévision. Et ceci est toléré très certainement malgré son rôle politique. Nous sommes dans des institutions démocratiques qui fonctionnent. Et le travail de tous les Béninois, de toutes les compétences des Béninois ne doit pas être nié au nouveau départ comme si on était tombé à terre. Je crois, monsieur Talon, que c'est un peu ce que vous venez de dire. Ce n'est pas vrai.

- 14 Dans l'explication de son slogan de campagne, LZ ouvre une brèche dialogique interdiscursive qui lui permet de remettre en question les propos de PT, notamment sur la vie démocratique du Bénin, la liberté de la presse, le chômage, la vie économique du pays et la justice. La négation (« Non !, Ce n'est pas vrai, c'est que je ne crois pas du tout, On chercherait en vain, n'est pas un pays à terre ») constitue l'outil majeur de la relation qu'il établit entre son discours et celui de son contradicteur qu'il cite de manière délocutive (« Monsieur Patrice Talon est un propriétaire de presse et de journaux, de télévision ») ou qu'il interpelle (« Je crois, monsieur Talon, que c'est un peu ce que vous venez de dire ») pour mieux situer son discours. La relation dialogique se manifeste également à travers le contraste dans la description plutôt méliorative de la vie publique béninoise qui tranche avec la description de Talon que LZ accuse subtilement de négationnisme à l'égard des efforts de la communauté (« Et le travail de tous les Béninois, de toutes les compétences des Béninois ne doit pas être nié au nouveau départ comme si on était tombé à terre »). S'il y a une concession dans son discours, notamment sur le chômage, la responsabilité de cette situation est vite reléguée au second plan, car elle n'est pas exclusive au Bénin (des « fléaux comme le chômage que nous partageons, malheureusement, avec beaucoup de pays avancés et en développement »).

- 15 L'intérêt porte ici sur l'attaque en règle, mais atténuée de la parole de Talon qui tend à faire du Bénin un pays « décadent ». L'art de la réfutation des propositions et positions de Talon relève d'une stratégie polémique qui vise à rendre le discours de l'autre peu fiable. Sans le dire, mais en le suggérant fortement, le locuteur attaque la crédibilité de son adversaire. Il le fait encore plus ouvertement lorsque, dressant le portrait de son adversaire, il révèle son statut insoupçonné de patron de presse doublé de celui de politique pour attester de la liberté de la presse : « Non ! Elle est libre. Monsieur Patrice Talon est un propriétaire de presse et de journaux, de télévision. Et ceci est toléré très certainement malgré son rôle politique ». Attaquer la parole d'un interlocuteur permet, à terme, de discréditer sa personne devant l'auditoire. En réaction, PT prononce le discours suivant :

M. Patrice Talon. Je suis malheureux de constater que pour un aspirant à cette fonction, diriger le Bénin pendant cinq (5) ans, monsieur Zinsou voit que le Bénin va très bien, que la production augmente parfaitement conformément à nos aspirations, que les institutions fonctionnent très bien et que le Bénin est un pays déjà prospère, gagnant. On voit bien que, cher ami, vous ne connaissez pas le Bénin. Puisque rares sont les Béninois qui vous diront que le pays va bien. [...] Au plan économique, le chômage a atteint des sommets inquiétants. Dans l'administration, il faut être un soumis et un griot pour être promu. Les valeurs ne sont plus promues dans notre administration. Le clientélisme est devenu le seul mode de gouvernance. Il n'y a plus un seul fonctionnaire qui mérite, qui pense que l'administration fonctionne bien... Malheureusement, il est visible que le modèle politique dans lequel nous sommes ne plaît plus à personne, que le pouvoir exécutif est devenu quelque chose de totalement décadent. La justice est devenue le souffre-douleur du pouvoir exécutif. Combien de fois, on entend le Chef de l'État, on entend même le premier ministre violer une décision de la justice. Oh là là ! C'est dommage que les réalités politiques puissent amener un État à remettre en cause les décisions de justice. Cela est tellement grave. Vous ne vous imaginez pas candidat aux élections présidentielles en France dire que les réalités politiques peuvent remettre en cause une décision politique. On a l'impression que vous êtes à terre, excusez-moi le terme, je le dis amicalement, vous avez le syndrome de gouverneur, d'une contrée de sauvages. Pour régner, on considère que tout va très bien, que la vie est belle parce qu'il y a le soleil. Le Bénin va mal. Et nous, les Béninois nous souffrons, on ne va pas bien. C'est bien pour cela qu'il urge non seulement de réformer notre vie politique, de réformer l'administration et de relancer notre modèle économique. Parce que vous avez dit que la production agricole croît, a doublé en 10 ans. Je suis du secteur. Les rendements ont baissé dans tous les secteurs de l'agriculture. Je prends n'importe quelle culture aujourd'hui, et si vous voulez, nous allons en parler. Les rendements ont baissé aussi bien pour la production du maïs, la production du riz que pour la production du coton principalement. Il n'y a pas une seule culture dans laquelle les rendements ont augmenté. Quand on mesure les performances d'une société, on ne mesure pas seulement au volume. Je crois que le rendement n'a pas augmenté comme vous le dites. J'ai tous les chiffres. Au niveau de la formation, c'est une catastrophe. L'État est défaillant partout. Il n'y a pas de formation. Les intrants sont fournis à contre-saison. Bref ! Je vais finir.

- 16 Cette tirade de PT fait écho aux propos de LZ sur la bonne santé de la vie publique au Bénin : « [...] monsieur Zinsou voit que le Bénin va très bien, que la production augmente parfaitement conformément à nos aspirations, que les institutions fonctionnent très bien et que le Bénin est un pays déjà prospère, gagnant. » Il choisit de parler de son contradicteur à la troisième personne, feint de s'inscrire dans la logique de celui-ci, ce qui trahit un discours ironique qui lui permet de tirer une conclusion — « On voit bien que, cher ami, vous ne connaissez pas le Bénin » — lourde de conséquences — où « pour un

aspirant à cette fonction, diriger le Bénin pendant cinq (05) ans ». Il faut ajouter à cela la remise en question du constat de progrès de la production agricole du Bénin : « [...] vous avez dit que la production agricole croît, a doublé en 10 ans. Je suis du secteur. Les rendements ont baissé dans tous les secteurs de l'agriculture ». En évoquant son appartenance au secteur agricole avant de contester les chiffres de Zinsou, Talon se construit un ethos d'expert destiné à crédibiliser le rejet qu'il formule. L'idée est de mettre en avant la méconnaissance du Bénin par Zinsou. Cette méconnaissance du pays est disqualificatoire pour tout aspirant à la fonction suprême du Bénin. Ce procédé de reprise des propos de LZ, sous forme ironique, permet à PT de jeter le discrédit sur l'opinion de son adversaire à travers ce syllogisme ainsi libellé :

Pour diriger le Bénin, il faut le connaître
Or LZ qui aspire à diriger le Bénin ne le connaît pas
Donc, il n'est pas habilité à diriger le Bénin

- 17 Le processus de disqualification en cours chez Talon va plus loin lorsqu'il procède par accusation (« vous avez le syndrome de gouverneur »). Il rappelle l'époque coloniale en Afrique de l'Ouest où le gouverneur, en général plein de mépris pour les populations indigènes, se posait en porteur de civilisation. Le mot est donc fortement chargé par la mémoire historique dans les anciennes colonies. L'assimilation insidieuse de Zinsou⁶ à un gouverneur est destinée à le mettre hors jeu aux yeux de l'électorat. Cette dynamique de rejet est renforcée lorsqu'il a recours au pronom personnel de la première personne (« et nous, les Béninois nous souffrons ») pour construire une communauté avec les Béninois en excluant LZ. La conjugaison de ces éléments conforte l'idée d'extranéité de Zinsou. Il est donc inapte à la fonction présidentielle. Tel est le message en arrière-plan du discours de Talon.
- 18 Cette répétition des idées et expressions de Zinsou, avec ironie ou reformulation orientée, vantant les mérites du Bénin, ses populations ainsi que son système économique et politique constitue un socle sur lequel PT fonde sa remise en question de la légitimité de son adversaire. Celui-ci est discrédité tant en ce qui concerne ses propos que sa personne. C'est d'ailleurs ce choix discursif qui domine lorsque Talon montre de la condescendance à l'égard de son contradicteur :
M. Patrice Talon. J'ai écouté monsieur Zinsou sur la question avec un goût d'intérêt et j'ai, excusez-moi, eu un petit sourire quand j'ai noté que mon cher ami, monsieur Zinsou, ne connaît malheureusement pas le Bénin. J'en suis un peu triste. Pourquoi ? Parce que je vous aime bien.
- 19 La tristesse que Talon dit avoir ressentie du fait de la méconnaissance du Bénin par son contradicteur, son amitié pour ce dernier et enfin le sourire qu'il dit avoir eu trahissent la présence d'un certain sentiment de supériorité dans ce discours visiblement condescendant. Dans le même temps, il se dégage une forme de mépris de Talon pour son adversaire, un sentiment exprimé dans une sorte de bienveillance feinte. Ce discours ne manque pas de mettre Zinsou dans un certain inconfort, voire dans une situation d'humiliation. Il s'agit indubitablement d'un cas de violence polémique (Moïse, 2012) qui repose sur des actes de langage indirects et implicites, sur une argumentation et des figures de rhétorique à visée polémique et persuasive. Cette violence polémique occupe surtout les champs de la politique et de l'humour. Elle repose sur une dimension vexatoire à l'adresse d'un groupe ou d'une personne (ironie, réfutation, arguments ad hominem, etc.).

- 20 Talon, en montrant de l'amabilité (« mon cher ami, je vous aime bien ») à l'égard de Zinsou dans un contexte de confrontation discursive, s'inscrit dans une dynamique vexatoire. C'est une posture de mépris adoptée par le candidat dans le but de dominer son adversaire. L'amabilité feinte relève alors d'une forme de violence verbale humiliante pour celui qu'elle vise.
- 21 La polémique prévaut également dans l'interview lorsque le journaliste attaque les propos du candidat ou quand l'homme de média souligne la distance entre le discours et les actions de son interlocuteur. L'échange suivant entre ABT et Christian Gnacadja permet d'exemplifier cette forme de polémique :

M. Christian Gnacadja. Revenons à l'économie interne, en l'occurrence le secteur privé. Dans votre contrat pour un Bénin uni et triomphant, vous semblez dire que ce secteur est déterminant pour le décollage économique du pays. Pourquoi ? Et de quelle manière ?

M. Abdoulaye Bio Tchane. Bien ! Le secteur privé est déterminant parce que dans notre pays, comme dans beaucoup de pays modernes, c'est celui qui crée les richesses, c'est celui qui permet à l'État d'avoir les ressources qui lui permettent de déployer ses politiques. Il ne vous échappe pas que toutes ces priorités que j'ai indiquées, si elles sont importantes, elles ont besoin de ressources. Vous avez posé la question tout à l'heure : Où trouverons-nous les ressources ? [...] Nous trouverons les ressources dans la modernisation du secteur privé, dans la mise à niveau du secteur privé et dans l'encouragement au secteur privé. Nous avons aujourd'hui un environnement de l'entreprise privée qui s'est fortement dégradé.

M. Christian Gnacadja. Ah non ! Ce n'est pas ce que disent les rapports de Doing Business, Monsieur le Président.

M. Abdoulaye Bio Tchane. Relisez très bien le rapport. J'ai ici le dernier rapport du FMI sur le Bénin et qui parle aussi du rapport *Doing Business*. Comparez les performances du Bénin en 2006 et les performances du Bénin en 2015.

M. Christian Gnacadja. Mais, en 2006, le Bénin ne faisait pas partie des Top 10, dit-on, les 10 meilleurs pays réformateurs.

M. Abdoulaye Bio Tchane. Il ne l'est pas aujourd'hui non plus, s'il vous plaît. Regardez les chiffres. Le Bénin n'est pas parmi le Top 10.

M. Christian Gnacadja. Mais vous l'avez entendu dire, à plusieurs reprises, par le pouvoir. On ne vous a pas vu sortir pour contester, Monsieur le Président.

- 22 La thématique de cette séquence est l'économie, notamment l'apport du secteur privé en la matière. Le candidat formule une opinion : « Nous avons aujourd'hui un environnement de l'entreprise privée qui s'est fortement dégradé ». Le journaliste réagit à travers une interjection doublée d'un argument d'autorité : « Ah non ! Ce n'est pas ce que disent les rapports de Doing Business ». Il est intéressant de noter la dimension contre-discursive du discours du journaliste. Si l'on y relève une dose d'investissement personnel avec l'interjection (« Ah non ! »), le contre-discours est adossé à un argument d'autorité. Il s'agit de la référence au rapport de Doing Business reconnu dans l'évaluation des performances économiques des pays. À cela, il faut ajouter la critique du journaliste relative à l'inaction de ABT (« Mais vous l'avez entendu dire, à plusieurs reprises, par le pouvoir. On ne vous a pas vu sortir pour contester, Monsieur le Président ») lorsque le pouvoir en place annonçait ses performances économiques. Le reproche d'inaction face aux déclarations attire l'attention par sa structure linguistique. Le journaliste utilise le pronom indéfini « on », marquant une forme de délocution par laquelle il partage la responsabilité de la critique avec la collectivité. Il a donc recours au procédé de la médiation énonciative (Nowakowka et Bres, *op. cit.* : 72). Le constat d'inactivité politique n'est, dès lors, plus le fait du journaliste présent. Il est partagé par la collectivité. Ce qui,

sans aucun doute, contribue à alourdir la culpabilité de l'acteur politique qui a manqué à son devoir d'instance d'opposition au su de tous.

- 23 De la contestation de l'opinion (« Ah non ! ») au reproche d'inaction (« On ne vous a pas vu sortir pour contester ») partagé par la collectivité (« on »), le journaliste se met dans une position critique et de confrontation avec l'interviewé. Ce faisant, il s'inscrit pleinement dans le contrat de communication de l'interview politique, dont la mise en scène de la confrontation est le fil directeur.
- 24 Si, au départ, la HAAC a mis en place un cadre pour l'instauration d'un échange argumentatif susceptible de porter la confrontation, il faut dire que l'enjeu de la situation qui est fortement concurrentielle et la volonté des participants de prendre le dessus ou de se singulariser ont favorisé l'affrontement polémique au détriment de la confrontation des idées et programmes. L'intérêt, ici, est que l'événement est offert comme un spectacle. Et lorsque la confrontation se transforme en joute polémique publicisée, le cadre discursif instauré par la HAAC devient une médiatisation conflictuelle des acteurs politiques.

De l'expression des clivages sociaux...

- 25 Selon Charaudeau, les imaginaires « sont engendrés par les discours qui circulent dans les groupes sociaux, s'organisant en systèmes de pensée cohérents créateurs de valeurs, jouant le rôle de justification de l'action sociale et se déposant dans la mémoire collective » ayant « une double fonction de création de valeurs et de justification de l'action » (2007 : 85). Charaudeau propose ensuite la notion d'imaginaire sociodiscursif qu'Amossy décrit comme suit : « Dans cette optique, on voit bien que les représentations collectives qui circulent dans un imaginaire sociodiscursif sont en prise sur une doxa : un ensemble d'opinions, de croyances, de représentations propres à une communauté et qui ont à ses yeux valeur d'évidence et force d'universalité » (2010 : 48). Ainsi, les discours sur une question donnée avec une manière particulière de voir les événements se sédimentent et se diffusent dans la communauté. Progressivement, cette manière de comprendre les phénomènes et les événements engendre une grille de lecture. Enfin, celle-ci finit par dicter un comportement donné aux membres de la communauté en question. Les politiques indexent leurs discours à ces imaginaires afin de rallier ceux qui les partagent. C'est d'ailleurs le cas lorsque Talon accuse Zinsou d'être un « premier français » :

M. Patrice Talon. Dans le domaine de partenariat public-privé, il est important que tant que les partenaires viennent investir dans un pays, qu'il y ait la sécurité judiciaire et que l'État respecte les lois. Il ne suffit pas de voter des lois. Cela ne servira absolument à rien si l'État lui-même viole les lois, si l'État lui-même proclame ouvertement qu'une décision de justice ne l'engage pas. Quand l'État dit que j'ai fait un recours, c'est un droit. Mais que l'État dise au plus haut sommet de l'État qu'une décision de justice ne l'engage pas et que cela provienne même d'un premier ministre français, excusez-moi le terme, d'origine ou alors binational qui vient de France, qui vient d'un pays où la loi, la justice est le socle, la sécurité de tout le monde, pour l'investissement.

M. Lionel Zinsou. Absolument ! Qu'est-ce vous feriez si vous étiez candidat à une élection présidentielle en France ? Je vous en prie, la France n'est impliquée en rien ni dans ma candidature ni dans ma position de premier ministre. Le fait que vous ayez dit le contraire ne change pas que cela soit un mensonge. Qu'on arrête. Il se trouve que les Béninois ont décidé que nous étions, des 48 candidats à l'origine, les

deux qui avaient la lourde responsabilité d'être au second tour. C'est eux qui ont décidé que j'étais le premier de ces deux-là. Il se trouve donc que cette petitesse sur ce que je ferais si j'étais en France. Le premier ministre français vous dit qu'il est premier ministre du Bénin et par le suffrage universel, que j'espère vous respectez, a décidé que nous faisons partie de sept hommes, depuis le renouveau démocratique, que les Béninois ont mis au second tour. Et puisque c'est une grande responsabilité, cela vous oblige à essayer de faire comme si vous étiez le président de tous les Béninois. Et le fait de dire premier ministre français est une petitesse. Vous l'avez aussi répété, si, vous avez dit, « un premier ministre français comment, il peut dire cela ». C'est une petitesse. Le suffrage universel en a décidé. Vous pouvez continuer à dire cela. Il a décidé que j'étais comme vous, un candidat béninois. Donc, la question de premier ministre français, vous la retirez.

M. Patrice Talon. De nationalité française.

M. Lionel Zinsou. Non ! Je ne vous demande pas la nationalité de vos femmes et de vos enfants. Je ne vous demande pas qui sont vos ancêtres. Je suis indifférent au fait que vous soyez d'une lignée française.

- 26 Le constat est celui d'une accusation de francité dans cet échange qui s'organise autour de la revendication de l'identité béninoise qui est censée être niée à Zinsou par une partie de l'opinion. Ce dernier formule la même accusation contre Talon sur la base de son ascendance française liée directement à la période de l'esclavage. À terme, il s'agit d'une manœuvre de disqualification de l'un comme de l'autre. S'il en est ainsi, c'est parce qu'au Bénin, il y a un point de clivage de l'opinion publique relativement à la présence de la France, ancienne puissance coloniale. Ce clivage est bâti autour d'un certain imaginaire anti-français. Chacun des débatteurs accuse l'autre d'avoir des liens avec la France. On pourrait se poser la question de savoir quel mal il y a à avoir une origine française. C'est à ce niveau qu'intervient tout le poids de l'histoire et des discours qui circulent sur la présence française dans les anciennes colonies. L'on entend ainsi dire que la France s'accapare les biens de ses ex-colonies, la France ne vit que par l'exploitation des ressources de ses ex-colonies, la France fait et défait les présidents en Afrique selon ses intérêts économiques et géostratégiques ou encore que les présidents africains sont des sous-préfets du président français. Par le fait de ces discours, il s'est forgé une opinion de plus en plus forte et audible qui dénonce la présence de la France dans ses anciennes colonies. Leur circulation crée un système de pensée et une dynamique d'action s'inscrivant dans la lignée des discours de libération. Dans un contexte électoral en Afrique francophone, cette posture discursive ne manque pas de mobiliser les foules, dont elle fonde parfois les actions et les choix électoraux. Pendant la campagne présidentielle de mars 2016 au Bénin, cette opinion pratiquement collective a été mise en avant par les équipes de Talon afin de fragiliser Zinsou, dont la mère est française. Ce faisant, ces équipes ont exploité habilement le sentiment anti-français et anti-colonialiste en présentant Zinsou comme l'envoyé de la France pour perpétuer ses intérêts.
- 27 De la confrontation discursive organisée par la HAAC, il ressort, au regard de la posture de la majorité des candidats, une forte aspiration au changement. Cela est certainement la conséquence des discours qui circulent dans le corps social et qui attribuent tous les maux de la société à la gouvernance sortante. Cet imaginaire du changement est construit par des traits discursifs dressant un bilan terne du régime en fin de mandat, dénonçant la vénalité, la démagogie et l'incompétence des tenants du pouvoir. Les candidats de l'opposition procèdent à une dramatisation excessive de la condition socioéconomique des populations et posent le besoin d'agir pour sauver le pays. Pascal Irénée Koupaki et Abdoulaye Bio Tchane, pour ne citer que ces deux candidats, s'inscrivent dans cette logique de rupture :

Nous avons longtemps pensé qu'en mettant en œuvre des projets agricoles administrés par le ministère de l'Agriculture, on allait impulser le développement agricole du Bénin. C'est faux.

On ne peut pas rester en ville à Cotonou et penser le développement du village de Tchoumi-Tchoumi depuis Cotonou. C'est complètement faux. Nous avons trompé les populations et donc sur la base de ce que j'ai vécu et des échanges que j'ai eus avec les populations la première rupture ou deuxième rupture en dehors du système partisan viendra de cela.

- 28 Au-delà de la responsabilité collective construite par l'utilisation du « nous » dans le discours de Koupaki, le locuteur se distingue avec le recours à la modalité assertive pour marteler le constat d'échec et mettre en avant la rupture qui s'impose.

Abdoulaye Bio Tchane. Nous avons besoin de réformer entièrement ce pays. C'est pour vous dire que l'agenda de la continuité est tout simplement intenable pour le pays. S'il y a un Béninois qui veut mieux vivre demain, s'il y a un Béninois qui veut donner du travail à ses enfants, s'il y a un Béninois qui est entrepreneur et qui veut des marchés publics ou même privés demain, s'il y a des femmes béninoises qui veulent avoir une égalité de chances pour elles-mêmes mais aussi pour leurs enfants, si vous avez des Béninois qui veulent avoir de l'électricité dans leurs maisons, alors, l'agenda n'est sûrement pas celui de la continuité. Il faut réformer ce pays de fond en comble en commençant par la gouvernance politique.

- 29 Le candidat utilise, dans cette séquence, l'adverse « si » introducteur de conditionnalité et le verbe « qui veut » marqueur de modalité volitive, le tout intégré dans une formule reprise de manière anaphorique, ce qui lui permet de mettre en opposition antithétique la volonté, les aspirations des composantes de la société béninoise et l'offre politique de la continuité. Cette tirade constitue, dans le même temps, un procès du régime sortant qui est incapable de répondre aux aspirations des Béninois. Sur la base du constat d'échec, il formule son offre politique à travers l'image pragmatique du « mécano » :

J'ai compris que je suis le mécano en chef de ce garage-là et que je suis en mesure de changer. Donc, l'orientation que nous avons prise est une orientation de rupture qui permettra demain d'avoir zéro tolérance pour l'impunité, zéro tolérance pour la corruption, zéro tolérance pour les concours mal organisés ; zéro tolérance sur les contrevaleurs.

- 30 Le « garage » et son « mécano en chef » sont empruntés au quotidien du Béninois habitué à fréquenter ce lieu de travail afin de réparer les engins à deux roues ou les voitures d'occasion. Le recours à cette image adaptée à la vie de l'auditoire permet au locuteur de se présenter en restaurateur, conformément à sa posture d'acteur de renouveau. La bataille de l'opinion qui se déroule dans le débat public au Bénin est dominée par cet imaginaire de changement qui fait écho dans les discours de la majorité des candidats. Cela laisse sous-entendre une forte aspiration de l'auditoire béninois au changement, une donne à laquelle les candidats essaient de s'adapter pour obtenir l'adhésion de cet auditoire.

À la co-construction d'une démocratie émergente

- 31 Il est bon de rappeler que le titre du dispositif « Moi, président... » fait écho à la tirade anaphorique du candidat François Hollande au cours du débat d'entre-deux-tours de l'élection présidentielle française de 2012 face au président sortant Nicolas Sarkozy. Cette relation dialogique pourrait sous-entendre une influence du dispositif français, dont une étude fournie a récemment été faite par Kerbrat-Orecchioni (*op. cit.*). Il est alors question

de la tropicalisation d'une pratique démocratique réalisée à partir d'un accord minimum entre les acteurs de la vie publique sur l'acceptation de principe de la confrontation des idées comme gage de progrès démocratique. Ainsi, dispositif institutionnel, homme de médias, homme politique et opinion publique qui interagissent d'une manière ou d'une autre, dans ce cadre, s'inscrivent dans la logique démocratique avec, en toile de fond, la nécessité d'informer le citoyen (Burger, Jacquin et Micheli, 2011 : 14), d'aider à la formation d'une opinion publique informée de toutes les opinions qui circulent dans le corps social afin de faciliter la prise de décision pour l'avenir de la collectivité dans une dynamique de démocratie délibérative et de pratiques argumentatives. « Moi... président » a le mérite de ramener aux fondamentaux de la démocratie athénienne qui promouvaient la participation à la citoyenneté, l'égalité de parole et surtout le principe de la délibération sur les questions d'intérêt public. Cette pratique sociale suppose la diversité d'opinions qui s'expriment librement et publiquement. Il s'agit simplement du rôle clé du débat public, gage d'expression démocratique consacrée par la tradition rhétorique aristotélicienne. Ce faisant, le dispositif actualise la fonction rhétorique telle qu'établie par Aristote : « La fonction de la rhétorique est de traiter des sujets dont nous devons délibérer et sur lesquels nous ne possédons point de techniques, devant des auditeurs qui n'ont pas la faculté d'inférer par de nombreux degrés et suivre un raisonnement depuis un point éloigné » (Urfalino, 2005 : 113).

- 32 Cette approche inscrit la délibération dans un contexte de décision à prendre collectivement sur une question d'intérêt général. Dans tout contexte électoral, il faut prendre une décision pour l'avenir. Le projet présidentiel implique l'interaction entre le candidat et le citoyen qui doit participer à la prise de décision par le vote. Pour cela, le citoyen a besoin de se faire une opinion pour effectuer le choix qui correspond à ses attentes et qui prend en compte sa vision de la société. Dans le même temps, les postulants ont besoin de présenter une offre politique à l'électorat, de la rendre visible, originale et donc distincte des propositions adverses. « Moi... président » se présente alors comme le lieu d'exposition et de confrontation des différentes offres. L'interface, ainsi mise en place, arbore les caractéristiques de l'espace public. La qualité des participants au dispositif mis en place par la HAAC, au Bénin, suppose une sélection car si le principe démocratique confère à tous le droit de se porter candidat, tout le monde ne fait pas acte de candidature. En plus, si tous les candidats ont accès à l'entretien télévisé, seulement les deux premiers, après le premier tour, participent au débat contradictoire. Il y a alors deux niveaux de sélection⁷. Ce principe de sélection valide l'asymétrie entre orateurs et auditeurs. Enfin, le souci de persuader est validé par la convocation de stratégies argumentatives. En clair, les acteurs sociaux acceptent le principe du débat comme régulateur du jeu politique. Il y a donc un emprunt réussi d'un modèle éprouvé qui permet au Bénin (acteurs politiques, médiatiques et publics) de faire un pas supplémentaire dans l'espace démocratique.

Conclusion

- 33 Le dispositif « Moi... président » mis en place par la HAAC au Bénin pendant l'élection présidentielle de 2016 s'inscrit dans le cadre général du débat public dont l'une des marques est la manifestation des clivages du champ politique. Il se présente comme une arène de concurrence qui exemplifie le débat public par le moyen de la scénographie de confrontation choisie. Cette scénographie et la conduite de l'échange sous un aspect de

controverse publicisée ont fait du dispositif une arène où les acteurs s'affrontent à coup d'attaques personnelles, de dénonciations ou encore par la convocation d'imaginaires particuliers. La situation de communication et la scène d'énonciation ont engendré l'exposition des lignes de démarcation et de clivage entre les prétendants au pouvoir, par le moyen de la polémique et de ses modalités discursives. Le dispositif devient nécessaire à un cadre de médiatisation de la vie publique sous l'angle de la conflictualité. Il est intéressant de dire que s'il a été conçu en vue de susciter la confrontation des idées, le dispositif, certainement du fait de l'enjeu, a plutôt engendré un affrontement illustré par le recours à la violence verbale. Malgré cela, il reste un cadre d'exercice de la démocratie délibérative dont le maître mot est le débat, c'est-à-dire la confrontation directe d'idées entre acteurs politiques. Ainsi chacun a-t-il la possibilité d'exposer ses idées, d'argumenter pour les soutenir, de les confronter à d'autres mais aussi et surtout, de démontrer la fragilité des idées défendues en face pour faciliter la décision du public. À terme, cette orchestration favorise l'expression démocratique et contribue à légitimer l'instance médiatique dans sa fonction d'arbitre à équidistance des chapelles politiques. L'acceptation du jeu par les politiques et la communauté dans son ensemble marque également la volonté collective d'adhérer au principe de l'échange argumentatif comme socle de la prise de décision collective et le choix définitif de la prééminence de la parole dans le traitement des questions publiques.

BIBLIOGRAPHIE

- AMOSSY, Ruth (2008), « Modalités argumentatives et registres discursifs : le cas du polémique », dans Lucile GAUDIN-BORDES et Geneviève SALVAN (dir.), *Les registres stylistiques et visées pragmatiques*, Louvain, Bruylant-Academia, p. 93-108.
- AMOSSY, Ruth (2012), *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin.
- AMOSSY, Ruth (2014), *Apologie de la polémique*, Paris, Presses universitaires de France.
- AMOSSY, Ruth et Marcel BURGER (coordonnateurs) (2011), « Introduction : la polémique médiatisée », *Semen*, 31.
- BADOUARD, Romain, Clément MABI et Laurence MONNOYER-SMITH (2016), « Le débat et ses arènes », *Questions de communication*. [En ligne]. <http://questionsdecommunication.revues.org/10700>. Page consultée le 6 avril 2017.
- BENOÎT À LA GUILLAUME, Luc (2016), « Les "stratégies du sortant" lors des élections présidentielles américaines », *Mots. Les langages du politique*, « Discours présidentiels et de présidentielles », 112 : 117-124.
- BRES, Jacques (2017), « Dialogisme, éléments pour l'analyse », *Recherches en didactique des langues et des cultures*. [En ligne]. <http://rdlc.revues.org/1842>. Page consultée le 4 juillet 2017.
- BURGER, Marcel, Jérôme JACQUIN et Raphaël MICHELI (2011), « L'analyse de la confrontation dans les discours politico-médiatiques contemporains », dans Marcel BURGER, Jérôme JACQUIN

et Raphaël MICHELI (dir.), *La parole politique en confrontation dans les médias*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, p. 7-24.

CHARAUDEAU, Patrick (2002), « À quoi sert d'analyse le discours politique ? », *Análisi del discurs polític*. [En ligne]. <http://www.patrick-charaudeau.com/A-quoi-sert-d-analyse-le-discours.html>. Page consultée le 6 mars 2018.

CHARAUDEAU, Patrick (2007), « Les stéréotypes, c'est bien. Les imaginaires, c'est mieux », dans Henri BOYER (dir.), *Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène*, Paris, L'Harmattan.

CHARAUDEAU, Patrick (2017), *Le débat public. Entre controverse et polémique. Enjeu de vérité, enjeu de pouvoir*, Limoges, Lambert-Lucas.

CHARAUDEAU, Patrick et Dominique MAINGUENEAU (2002), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil.

EBOUSSI-BOULAGA, Fabien (1993), *Les Conférences nationales en Afrique. Une affaire à suivre*, Paris, Karthala.

ETEKOU, Bédi Yves Stanislas (2013), *L'alternance démocratique dans les États d'Afrique francophone*. Thèse de droit public, sous la co-direction de Monsieur Djedjro Francisco MELEDJE, Professeur Titulaire à l'Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan et de Monsieur Dominique ROSENBERG, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil, Abidjan, Université de Cocody-Abidjan.

GAUTHIER, Gilles (1995), « Le débat politique télévisé a-t-il un effet cognitif ? », *supplément à Recherches en communication*, 4. [En ligne]. <http://sites.uclouvain.be/rec/index.php/rec/article/viewFile/3601/3401>. Page consultée le 1 juin 2019.

KERBRAT-ORECCHIONI, Catherine (2017), *Les débats de l'entre-deux tours des élections présidentielles françaises. Constantes et évolutions d'un genre*, Paris, L'Harmattan.

LE GOFF, Alice et Charles GIRARD (2011), *La démocratie délibérative. Anthologie des textes fondateurs*, Paris, Hermann.

MAINGUENEAU, Dominique (2012), *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin.

MAURY-ROUAN, Claire, Robert VION et Roxane BERTRAND (2007), « Voix de discours et positions du sujet », *Cahiers de praxématique*. [En ligne]. <http://praxématique.revues.org/939>. Page consultée le 30 septembre 2016.

MERCIER, Arnaud (2008), *La communication politique*, Paris, CNRS Éditions.

MERCIER, Arnaud (2017), « Débat public », dans *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. [En ligne]. <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/debat-public/>. Page consultée le 15 novembre 2018.

MOÏSE, Claudine (2012), « Argumentation, confrontation et violence verbale fulgurante », *Argumentation et analyse du discours*. [En ligne]. <http://aad.revues.org/1260>. Page consultée le 30 septembre 2016.

NOWAKOWSKA, Aleksandra et Jacques BRES (2011), « Poser des questions ce n'est jamais un scandale ! Interview politique, question contrediscursive médiée et polémique », dans Marcel BURGER, Jérôme JACQUIN et Raphaël MICHELI (dir.), *La parole politique en confrontation dans les médias*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, p. 69-87.

PERELMAN, Chaim et Lucie OLBRECHTS-TYTECA (2008), *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

PLANTIN, Christian (2016), *Dictionnaire de l'argumentation. Une introduction aux études d'argumentation*, Lyon, ENS Éditions, Coll. « langages ».

URFALINO, Philippe (2005), « La délibération n'est pas une conversation. Délibération, décision collective et négociation », *Négociations*, 4 : 99-114.

NOTES

1. Depuis la Conférence des forces vives de la Nation de février 1990, le Bénin s'est résolument engagé sur la voie de la démocratie avec comme corollaire l'organisation à bonne date des élections. Cette exigence a été respectée jusqu'ici. Le Bénin a ainsi organisé, de 1991 à 2016, six élections présidentielles. C'est un exploit, car la culture de l'alternance ne s'enracine que peu à peu sous les tropiques.
2. Opérateur économique très connecté au monde politique du Bénin, il fut un soutien-clé en 2006 et en 2011 du président Yayi Boni. En 2012, c'est la disgrâce, suivie de trois ans d'exil en France, d'où il lance sa volonté de briguer la magistrature suprême du Bénin.
3. Il est le président-directeur général de plusieurs entreprises du secteur de l'agroalimentaire. Il est également dans le secteur du sport et des médias. Il dirige le patronat béninois et a dirigé le conseil d'administration de l'institution de protection sociale (Caisse nationale de sécurité sociale) du Bénin.
4. Cadre de la BCEAO, de l'UEMOA, du FMI et la BOAD, il fut aussi ministre de l'Économie et des Finances du Bénin sous la présidence du général Mathieu Kérékou. Candidat malheureux en 2011, il s'est relancé dans la course en 2016 et se présente comme le chantre de la lutte contre la corruption.
5. La HAAC est l'une des sept institutions républicaines prévues par la Constitution du Bénin. Conformément aux dispositions des articles 24, 142 et 143 de la Constitution du 11 décembre 1990, sa mission est de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse ainsi que de tous les moyens de communication de masse dans le respect de la loi ; de veiller au respect de la déontologie en matière d'information et à l'accès équitable des partis politiques, des associations et des citoyens aux moyens officiels d'information et de communication ; de garantir l'utilisation équitable et appropriée des organismes publics de presse et de communication audiovisuelle par les institutions de la République, chacune en fonction de ses missions constitutionnelles et d'assurer le cas échéant les arbitrages nécessaires.
6. L'un des géniteurs de ce dernier, à savoir la mère, est d'origine française.
7. À ce propos, Perelman dit : « il y a des fonctions qui, seules, autorisent à prendre la parole dans certains cas, où devant certains auditoires, des domaines où ces problèmes d'habilitation sont minutieusement réglementés » (2008 : 24).

RÉSUMÉS

Au cours de l'élection présidentielle de 2016 au Bénin, la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication a mis en place un dispositif de confrontation entre candidats en vue d'éclairer l'opinion et de faciliter la prise de décision. Le présent article se propose d'analyser les discours produits dans ce cadre afin de montrer que l'orchestration de la confrontation, à travers une

scénographie particulière, a provoqué un discours d'affrontement, mettant en scène les lignes de démarcation et de clivage entre les prétendants au pouvoir, par le moyen de la polémique et de ses modalités discursives. L'étude montre que cette exemplification du débat public favorise l'ancrage de la démocratie et légitime l'ensemble des acteurs béninois.

As part of the 2016 presidential election in Benin, the country's audiovisual and communications ministry created an "adversarial" format to inform public opinion and help people choose between candidates. This article analyzes how candidates responded and shows that the use of a specific scenography intended to facilitate comparison led the candidates to challenge each other openly and defend their ideas through the means of public confrontation, thereby highlighting the differences and cleavages between their respective platforms. The study shows that this type of public debate helps democracy take root and legitimizes Benin's political actors.

Durante la elección presidencial de 2016 en Benín, la Alta Autoridad Audiovisual y de Comunicación puso en marcha un dispositivo de confrontación entre los candidatos con el fin aclarar la opinión pública y facilitar la toma de decisión. Este artículo tiene por objetivo analizar los discursos producidos en este contexto con el fin de mostrar el juego de la confrontación, por intermedio de una escenografía particular que ha producido un discurso de enfrentamiento, poniendo en escena las líneas de demarcación y brecha entre los aspiradores al poder, mediante la polémica y sus modalidades discursivas. El estudio demuestra que este ejemplo de debate público favorece el arraigo a la democracia y legitima a todos los actores beninenses.

INDEX

Palabras claves : opinión pública, debate público, escenografía, elección presidencial, Benín

Keywords : public opinion, public debate, scenography, presidential election, Benin

Mots-clés : opinion publique, débat public, scénographie, élection présidentielle, Bénin

AUTEUR

NANOUROUGO COULIBALY

Nanourougo Coulibaly est enseignant-chercheur au Département de Lettres Modernes de l'Université Félix Houphouët-Boigny-Abidjan en Côte d'Ivoire. Courriel : coulyna@yahoo.fr